



## Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

---

### Meilleurs Vœux pour 2002

---

#### Galileo

Depuis notre dernier bulletin, des informations données à la presse, notamment par la commissaire de Palacio, sont venues contredire ce que nous avançons au sujet de la position des Etats-Unis sur Galileo. Selon la commissaire, "les pressions américaines sont devenues très, très fortes afin d'empêcher le développement de Galileo". Mme de Palacio reproche aux pays qui ont bloqué le projet lors du Conseil du 7 décembre dernier (voir bulletin 94/95) d'avoir justifié leur position en mettant en avant des problèmes financiers. Elle estime qu'il y a de la place pour un second système de positionnement global par satellite (GPS), d'autant plus que, contrairement au GPS américain, le projet européen serait soumis à un contrôle civil. Malgré le sursis donné par le Conseil de Laeken pour un réexamen en mars de la question, la commissaire craint que le projet ne soit enterré. Elle a pris des contacts avec les capitales les plus intéressées afin d'essayer de le lancer malgré tout, en soulignant que "il faut être clair, l'existence de Galileo dépend d'une volonté politique et non économique" et "en juin il sera trop tard car les Américains préparent un GPS de nouvelle génération qui risque d'être prêt avant que Galileo soit sur le marché".

---

#### Consommateurs

♦ Le **Livre vert** sur la protection des consommateurs, soumis à la consultation publique par la Commission (voir bulletin 90) appelle de la part du CELSIG les observations suivantes.

Dans le cadre du marché intérieur, et avec la monnaie unique, il est aujourd'hui indispensable de créer un "espace européen des consommateurs". Cet espace doit s'appuyer sur une réglementation spécifique qui donne des droits et garanties aux consommateurs et leur permette d'ester en justice. Une directive cadre doit donc définir et favoriser les conditions d'accès à la justice pour les consommateurs de façon à ce que leurs droits soient garantis sur tout le territoire et qu'ils puissent exiger partout des produits de qualité et des contrats clairs, donc obligatoirement exprimés dans la langue de leur pays. Dans ces conditions, le principe d'autorégulation préconisé par le Livre vert est nettement insuffisant, il n'apporte aucune garantie réelle aux consommateurs et n'implique aucune garantie de qualité, contrairement à un processus de certification.

Pour les services d'intérêt général, il est nécessaire que soit défini un cadre européen d'évaluation. Cette évaluation devra être démocratique, transparente, publique, continue, et prévoir la participation de tous les intéressés. Le CELSIG demande que ces principes soient intégrés dans la communication sur la méthodologie de l'évaluation des services d'intérêt général que la Commission doit élaborer en 2002, suite aux décisions des Conseils européens de Nice et de Laeken.

### Best wishes for the year 2002

---

#### Galileo

From the time we published our last bulletin, there has been information made available to the press, in particular by Commissioner de Palacio, to contradict what we said concerning the position of the USA on Galileo. According to the Commissioner, "America has been exerting very strong pressure with the intention to hinder the development of Galileo". Mrs de Palacio is accusing those countries that blocked the project at the Council held on December 7<sup>th</sup> (see bulletin 94/95) using financial problems arguments to justify their position. She is convinced that there is room for a second global satellite navigation system (GPS), more so since, contrary to the American GPS the European system shall be subjected to civil verification. Thus despite the possibility offered by the Council of Laeken, to re-examine the question in March, the Commissioner fears that the project may be abandoned. She has made contacts with those countries that have shown strong interest, to try to launch it, arguing that "it must be made clear that, the existence of Galileo depends on political and not economic willingness" and "in June it will be too late, for, the Americans are preparing a newer generation which is likely to be ready before Galileo reaches the market".

---

#### Consumers

♦ The **Green Paper** on the protection of consumers made available for public consultation by the Commission (see bulletin 90) prompts CELSIG to make the following observations.

Within the framework of the Internal Market and with the deployment of the single currency, it is now necessary to create a "European consumers' space". This space should be based on a specific regulation that gives consumers proper rights and guarantees and enables them to go to court. A framework directive must be laid out and must define and underline conditions of consumers' access to justice, such that their rights are guaranteed throughout the territory and that they should be in a position to demand, wherever they may be, quality products and clear, unambiguous contracts, thus, necessarily, written in their country's language. Under these conditions, the principle of self-regulation given in the paper, is far from being satisfactory, it offers no real guarantee to consumers and proposes no guarantee to quality, contrary to the process of certification.

In what concerns services of general interest it is necessary to set up a European framework of assessment. Such assessment must be democratic, transparent, public, continuous and it should be open to all interested parties. CELSIG is calling for the integration of these principles in the communication on the methodology of assessment of services of general interest that the Commission is preparing in 2002, following decisions reached at the Councils of Nice and Laeken.

♦ **associations de consommateurs.** Lors de la quatrième assemblée générale annuelle des associations de consommateurs qui s'est tenue à Bruxelles, en novembre dernier, à l'initiative de la Commission européenne, les associations italiennes ont vivement critiqué la direction générale santé/consommateurs pour son manque de transparence dans les procédures d'attribution de fonds aux organisations. Dans un communiqué, le Consiglio nazionale dei consumatori e degli utenti s'étonne que 50% des fonds (soit 900 millions d'euros) destinés aux associations de consommateurs n'aient pas été utilisés ni programmés en 2001 et demande pourquoi la Commission ne rend pas publics ses critères de sélection des projets. Le texte peut être consulté sur le site web [www.tutooconsumatori.it](http://www.tutooconsumatori.it)

## Télécommunications

♦ Le Parlement européen a finalement adopté, le 12 décembre dernier, trois rapports assortis des amendements de la présidence belge sur le "paquet télécom". Le compromis porte sur quatre directives, l'examen de celle sur la protection des données ayant été retardé. En conséquence, notamment, le cadre réglementaire des communications électroniques sera simplifié au fur et à mesure que la concurrence se concrétisera; la réglementation préalable sera limitée aux entreprises puissantes sur le marché, conformément aux critères du droit européen (voir bulletin 79), et à des marchés spécifiques; les licences individuelles seront remplacées par des autorisations générales de fourniture de services; les autorités réglementaires nationales seront dotées des outils leur permettant de faire face à l'évolution des technologies et des marchés dans un cadre comportant des objectifs et des recours.

Les divergences entre le Conseil et le Parlement ont été résolues de la manière suivante i/ droit d'appel: l'accord garantit que les systèmes juridiques nationaux prévoient des possibilités de recours contre les autorités réglementaires nationales (ARN); ii/ mécanisme de transparence: les ARN devront se consulter et consulter la Commission sur les décisions nationales susceptibles d'affecter les utilisateurs et les opérateurs des autres Etats membres; la Commission aura la faculté d'obliger une ARN à annuler une décision si celle-ci crée un obstacle au développement du marché unique, lorsque la décision concernera les marchés spécifiques encore réglementés ou une entreprise puissante sur le marché à laquelle des obligations réglementaires seront imposées; iii/ spectre radioélectrique: mise en place d'un cadre politique au niveau communautaire pour la coordination des approches en matière de gestion des fréquences radio et d'un cadre juridique assurant des conditions harmonisées en ce qui concerne la disponibilité et l'utilisation efficaces des fréquences; iv/ interopérabilité: le principe de la promotion de normes européennes pour la télévision interactive numérique a été retenu; v/ service universel: l'accord prévoit le maintien des obligations de service universel afin d'éviter la "fracture numérique".

♦ La Commission vient de lancer une série de procédures: contre l'Allemagne, la Grèce et le Portugal pour non ouverture de la boucle locale; contre l'Espagne, devant la Cour de justice, pour non rééquilibrage des tarifs de téléphonie (voir également bulletin 94/95); communication de griefs à Wanadoo Interactive (filiale de France Télécom) au sujet de services tarifés au dessous du coût réel ce qui pourrait représenter un abus de position dominante.

♦ **consumers' associations.** During the fourth annual general assembly of the associations of consumers, which was held in Brussels last November, on the initiative of the European Commission, Italian associations, strongly criticised the health/consumers management for lack of transparency in the procedures of distributing funds to organisations. In a communiqué, the Consiglio nazionale dei consumatori e degli utenti is surprised to note that in the year 2001, 50% of the funds (900 million euros) earmarked for association of consumers were neither spent nor allocated and, it is asking why the commission does not render public its criteria for the selection of projects. The text can be consulted at the following website [www.tutooconsumatori.it](http://www.tutooconsumatori.it)

## Telecommunications

The European Parliament finally adopted, on 12<sup>th</sup> December 2001, three reports, with amendments by the Belgian Presidency, on the "telecoms package". The compromise has been reached on four directives, the examination of that which concerns data protection is being delayed. As a result it will be noted in particular that the regulation framework on electronics communication will progressively be simplified as the process of competition materialises; prior regulation shall be limited to strong firms in the market, in accordance with the criteria of the European law (see bulletin 79), and to specific markets only; individual licences shall be replaced with general permissions to provide services; national regulation authorities shall be equipped with necessary tools to enable them cope with technological advances and the evolution of markets in the framework that includes objectives and appeals.

Differences between the Council and the parliament were resolved as follows; i/ the right to appeal: the agreement guarantees that national judicial systems will provide for the possibility to appeal against National Regulatory Authorities (NRA); ii/ transparency mechanism: NRAs must consult each other and consult the Commission on national decisions likely to affect users and operators in other Member States; the Commission will have the powers to oblige any NRA to cancel a decision if such a decision creates an obstacle to the development of a single market, in a case where the decision concerns specific markets, still regulated, or a strong firm in the market to which regulatory obligations shall be applied; iii/ radio frequency spectrum: setting up a policy framework, at the community level, to coordinate different systems of management of radio frequencies and establish a legal framework to ensure harmonised conditions in what concerns the availability and efficient use of frequencies; iv/ interoperability: the principle of the development of European norms for interactive digital television was accepted; v/ universal service: the agreement provides for the maintenance of obligations of the universal service in order to avoid "digital imbalances among people"

♦ The Commission has launched a series of proceedings: against Germany, Greece and Portugal for not opening the local loop; against Spain, before the Court of Justice, for not balancing telephony rates (see also bulletin 94/95); communication of complaints to Wanadoo Interactive (a subsidiary of France Télécom) concerning services that are charged below their real cost, which could imply an abuse of a dominant position.

**NOUVELLES-NEWS-EUROPE** est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : [celsig@noos.fr](mailto:celsig@noos.fr). Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par Fax et E-mail. *Distributed by Fax and E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 €. *Subscription for 1 year: € 100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.